# CPN du NPA des 6-7 octobre: explications de vote

## Sur les élections européennes

Les composantes de l'ex-plateforme A ont élaboré ensemble une motion « Une campagne politique commune des révolutionnaires, pour une Europe débarrassée de l'exploitation capitaliste et des frontières ».

Nous avons choisi de ne pas voter ce texte, quatre camarades s'abstenant et un préférant voter contre. Nous avons pourtant toujours été partisan.ne.s d'une alliance des gauches du parti. Mais pas à n'importe quel prix. Or, les camarades, comprenant qu'ils n'ont pas de bases politiques communes suffisantes pour infléchir la politique du NPA, se rabattent sur la seule question de l'alliance avec LO. Ils et elles ont décidé de faire de cette question de l'alliance avec LO la ligne de démarcation en interne. Et pour obtenir cette alliance, ils semblent prêts à tout :

- l'analyse de la crise devient morale et néo-keynesienne, puisqu'on apprend que « les profits des multinationales les plus prédatrices, et les dividendes de leurs actionnaires, sont à la hausse ».

- La stratégie des directions syndicales est critiquée en passant, mais on ne lui oppose pas une stratégie mobilisatrice, articulée autour de la nécessité de la grève générale… simplement la « nécessité du tous ensemble, du regroupement des bagarres pour mettre à genou le gouvernement et le patronat, en France, comme dans le reste de l'Europe ».

- enfin, quid de l'Union Européenne ? Non seulement le texte est en-deça du précédent issu du CPN, qui, lui, mettait en avant le mot d'ordre de rupture. Mais ici la formule même « Union européenne » est absente du texte. On est simplement contre « l'Europe du Capital », difficile de botter davantage en touche sur la question… Mais s'il faut ça pour que LO signe…

Alors on ne comprend pas bien quelle est la manœuvre derrière. Au cours des débats du CPN, les camarades n'ont jamais rien eu à redire sur la manière dont s'étaient déroulées les discussions avec LO jusque-là. Il semble donc que le texte précédent suffisait pour les mener à bien. Pourquoi alors proposer un nouveau texte, avec encore moins de contenu politique ? Comme les camarades ne nous ont pas associé à son

élaboration (les réunions ont été tenues sans que l'on en soit mis au courant), le mystère reste entier. Peut-être s'agissait-il d'une démonstration?

En tout état de cause, les grandes lignes proposées pour ces élections, telles que décrites dans le texte, pourraient largement rallier tout une partie du réformisme ; des courants entiers de la France Insoumise et du PC pourraient s'y reconnaître. Mais il y a « campagne politique commune des révolutionnaires » dans le titre. On est sauvé.

## Un CPN qui passe encore à côté de la stratégie transitoire et d'un positionnement féministe concret par rapport à l'initiative "Nous toutes".

**Concernant la stratégie transitoire :**

Alors que la lutte de Notre Dame des Landes porte la question de la propriété d'usage à une échelle de masse, alors que le Réseaux Salariat cherche des formes de structures qui pourraient définir les contours d'un "Etat ouvrier", le CPN du NPA reste en panne en terme d'articulation entre la société actuelle et une société débarassée du capitalisme.

La résolution de la Tendance claire qui proposait de s'appuyer sur les réformes liées à CAP 2022 et des retraites pour mettre en avant la question du statut pour tous et toutes et le salaire à vie a même obtenu le plus de voix en contre. Aucune autre résolution n'a obtenu la majorité des voix et le parti continuera de fonctionner à minima sur le terrain de la propagande politique.

La résolution de la PFU n'a abordé la question de la transition que sous forme de questions. Le rôle d'un parti est pourtant de proposer des pistes pour favoriser l'implication des travailleurs et des travailleuses avec ou sans emploi dans les luttes et dans l'élaboration de solutions.

De leur côté, les autres composantes de l'ex-pFA ont choisi de présenter une motion de campagne « pour une Europe débarrassée des capitalistes et des révolutionnaires ». Cette motion propose des axes justes mais correspond au choix de ne pas mettre en avant la question de la rupture avec les institutions européennes pour favoriser une participation commune avec LO à la campagne électorale qui s'annonce. Rien n'empêche pourtant de dire que le principal est de modifier les rapports de production, que l'accueil des migrant.e.s n'est pas un problème mais de dire en même temps qu'il va falloir pour cela répondre à la question des rapports avec les institutions de la bourgeoisie et proposer des formes d'organisation alternatives à différentes échelles.

Avec la question de l'unité qui apparaît dans la résolution de la pFU après une description des décompo-recompositions de la « gauche », et l'évocation de la manif unitaire du 26 mai 2018 comme un point d'appui par un camarade de la PFU alors qu'il s'agissait d'une journée d'enterrement des luttes dont le caractère « sans lendemain »

renvoyait de fait la résolution des conflits de classe et du pouvoir politique à l'Assemblée nationale, on peut se poser la question de la rupture de certaines fraction de la pFU avec l'idée d'unité dans les luttes et dans les urnes avec les réformistes. Nous avons donc voté contre la résolution de la pFU.

Mais ces conceptions ont fortement perdu du terrain dans le NPA depuis le départ de la GA. Dès lors, l'enjeu d'unité avec LO qui a pu marquer un temps la volonté de la TC et des autres composantes de la PFA que le NPA rompe avec l'idée d'unité politique des révolutionnaires et des réformistes, n'a plus le même enjeu. D'autant qu'un accord avec LO serait sans conséquence pratique et politique après les élections et que les composantes de l'ex-pFA ne sont pas prêtes de fonctionner comme une direction alternative du NPA.

Démontrer notre capacité à penser concrètement la transformation sociale et une révolution communiste est un enjeu pour le NPA. Mettre sous le tapis les acquis du parti en la matière, comme le perfectible mot d'ordre de rupture anticapitaliste avec les institutions de l'Union Européenne, au profit d'une unité électorale circonstancielle, est une erreur. Nous n'avons pas jugé nécessaire d'avoir une discipline de vote sur la motion « pour une Europe débarrassée des capitalistes et des révolutionnaires ». Nos votes se sont divisés entre abstention et contre.

**Concernant l'initiative « Nous toutes » :**

Nous nous attendions à soutenir une motion "Nous toutes" proposant de défendre une ligne de classe dans le cadre réformiste de cette initiative mais cette motion n'a finalement pas été présentée suite à un revirement de camarade(s?) de la pFU qui voulai(en)t renvoyer l'adoption de la motion à la CNIF. Du coup, nous sommes sans orientation pour le rassemblement du 24 novembre contre les violences sexistes et sexuelles. Nous n'aurons donc pas de mandat pour défendre l'auto-organisation des femmes dans ce cadre qui s'annonce assez bureaucratisé, ni une orientation lutte de classe en mettant en lien les questions de travail et de femmes notamment par la construction d'une grève internationale des femmes pour le 8 mars.

**Tendance CLAIRE**, le 21 octobre 2018